Une formation hors de son champ

L'échec de la filière journalisme agricole à l'ESJ

A course outside its field. The failure of the Agricultural Journalism programme at ESJ

Ivan Chupin et Pierre Mayance

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11164>

DOI : 10.4000/etudesrurales.11164

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 39-58

ISBN : 9782713225208

Référence électronique

Ivan Chupin et Pierre Mayance, « Une formation hors de son champ », *Études rurales* [En ligne], 198 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11164> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.11164

UNE FORMATION HORS DE SON CHAMP

L'ÉCHEC DE LA FILIÈRE JOURNALISME AGRICOLE À L'ESJ

Ivan Chupin et Pierre Mayance

LA FORMATION DES ÉLITES AGRICOLES a souvent été un enjeu interne aux mondes agricoles. Les travaux historiques soulignent une forte présence du « privé » dans ce secteur, des premières fermes-écoles au développement des écoles agronomiques au cours du XIX^e siècle sous l'impulsion des milieux catholiques¹. Après 1870, les républicains tentent sans grand succès de reprendre le contrôle de ces dispositifs [Cerf et Lenoir 1987]. La formation dans l'enseignement supérieur reste tout au long du XX^e siècle en grande partie aux mains des acteurs privés. Ainsi, les agriculteurs – comme les élites censées les représenter – sont avant tout formés de manière endogène au sein des mondes agricoles. Comment alors, dans ce contexte, une formation de journalistes agricoles, appelés à travailler principalement dans la presse professionnelle, a-t-elle pu voir le jour au sein de l'une des plus prestigieuses écoles de journalisme ?

En effet, il existe en France un système proche de celui des grandes écoles pour celles consacrées au journalisme puisque quatorze d'entre elles sur près de soixante-dix formations sont reconnues par la profession². Créée

en 1924, l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ) en fait partie. Après avoir produit principalement des journalistes pour la presse généraliste, cette école diversifie ses formations dans les années 1990. Sa direction étend les logiques de spécialisations en créant plusieurs filières : journalisme scientifique en 1993, presse hebdomadaire régionale en 1995, journalisme agricole en 1998. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une professionnalisation grandissante de l'enseignement supérieur depuis les années 1980³. Pour ces entrepreneurs de formation que sont les dirigeants des écoles, la presse spécialisée est un gisement d'emploi important qui recrute assez peu de journalistes sortis de leurs institutions et qui pourrait donc constituer des « niches » pour l'ESJ.

En 1998 est lancée la formation journaliste agricole (JA) d'une durée d'un an à destination d'étudiants ingénieurs agricoles de niveau bac + 4 recrutés sur dossier à l'ESJ. Elle est

1. Concernant l'histoire de l'enseignement supérieur de ces mondes agricoles, voir T. Charmasson, A.-M. Lelorrain et Y. Ripa [1992] pour la période allant jusqu'à la Libération, puis A.-M. Lelorrain et M. Bobbio [2005] pour l'Après-guerre et le numéro de *Pour* [2009] consacré à la période contemporaine.

2. Cette reconnaissance permet notamment d'obtenir plus rapidement le statut de journaliste titulaire de la carte de presse et de bénéficier d'un fort capital symbolique auprès des entreprises de presse. Pour une analyse de l'histoire et de la sociologie de cet espace de formation professionnel, voir I. Chupin [2008].

3. Créée en 1999, la licence professionnelle est significative de ce mouvement de recherche de niches universitaires [Maillard 2015].

mise en œuvre en collaboration avec la Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs en agriculture (Fesia)⁴, fondées par les milieux catholiques. Or, elle disparaît en 2006, car elle s'est heurtée aux logiques de recrutement des journalistes préexistantes dans ce sous-champ. En effet, peu de journalistes agricoles ont suivi expressément un enseignement spécifique au métier⁵ et lorsque c'est le cas, il s'agit souvent d'une formation continue⁶. La tentative de l'ESJ s'apparente à une volonté d'imposer une nouvelle élite journalistique dans le monde de la presse agricole. Or, cette stratégie fait face à une autre profession⁷. Dans les faits, la tendance du milieu agricole à s'autoréguler [Hervieu et Viard 2001] fait échouer les modèles normatifs qui ont cours dans la « grande presse » [Lemieux 2000], tendance qui renvoie au constat dressé par Edgard Morin dans sa monographie sur Plozévet : « la condition paysanne conjugue une "frustration intérieure" à un sentiment de "mépris extérieur" »⁸.

C'est sur l'impossibilité à imposer un modèle de formation généraliste dans une presse professionnelle que l'on souhaite revenir ici, afin de comprendre comment se maintient dans les faits un modèle technico-scientifique [Rémy *et al.* 2006 ; Compagnone *et al.* 2009] et syndical. De manière générale, ce mouvement de rejet des écoles de journalisme rappelle les résistances plus anciennes des sociétés paysannes à l'imposition d'un modèle extérieur (perçu comme avant-gardiste) issu de l'agronomie depuis la fin du XIX^e siècle et qui prétend réformer et « moderniser » les pratiques agricoles [Grignon 1975 ; Jas 2001].

Le projet généraliste porté par l'ESJ est un échec car la formation de journalistes est pensée en direction d'une presse professionnelle comme s'il s'agissait d'une spécialité [Marchetti 2002] ou d'une rubrique dans la presse grand public, à l'instar de la presse scientifique qui dispose d'espaces dédiés dans *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro* et la presse quotidienne régionale. C'est l'échec d'une formation qui se concentre sur la vulgarisation, au sens de L. Boltanski et P. Maldidier [1977], à destination d'une presse professionnelle qui s'adresse dans les faits à un public de praticiens, les

4. La Fésia fédérait depuis 1984 cinq établissements d'enseignement supérieur privé sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) formant des ingénieurs pour l'alimentation, l'agriculture et l'environnement. Ces écoles sont localisées à Angers (Esa), Toulouse (Esa Purpan), Lyon (Isara-Lyon) et Lille (Isa) ainsi qu'à Beauvais (Isab qui a quitté en 2006 la fédération).

5. Ce point est d'ailleurs à l'image de nombreux autres secteurs car les diplômés des écoles reconnues ne constituent qu'environ 20 % des entrants dans la profession, ce qui signifie que l'on devient souvent journaliste sans avoir suivi de tels cursus.

6. La formation continue peut être suivie, par exemple, au sein du CFPJ (Centre de formation des professionnels du journalisme) ou dans les années 1980 au Cefpia (Centre d'étude de formation et de perfectionnement pour l'information agricole).

7. Étudier l'hybridation entre journaliste et agronome permet de penser conjointement le cas de deux groupes professionnels *a priori* plutôt éloignés, tant du point de vue de leur recrutement social que de leurs représentations [Demazière et Gadéa 2009].

8. Voir E. Morin, 1967, *Commune en France. La métamorphose de Plozévet*, Paris, Fayard, p. 108, cité par B. Hervieu et F. Purseigle [2013 : 72].

agriculteurs. Il y a un fort décalage entre les attentes des formateurs, des élèves et des élites agricoles. Pour ces dernières, il fait sens de produire une élite journalistique mais dans une logique sectorielle et non dans le cadre du projet de formation d'un journaliste généraliste qui fédère depuis la Libération le groupe des écoles reconnues par la profession [Chupin 2008]. En effet, la fraction la plus généraliste du champ journalistique met en œuvre un projet de professionnalisation (PP) [Larson 1977] qui vise à une fermeture sociale (*social enclosure*) d'un marché par son espace de formation. Mais les élites agricoles réussissent à maintenir leur contrôle sur le sous-champ de leur presse professionnelle. Elles résistent à cette injonction au professionnalisme [Boussard *et al.* 2010], dictée par un groupe extérieur aux mondes agricoles. L'ensemble de ces processus reflète des luttes entre deux espaces professionnels (journalistes et agriculteurs), dont l'enjeu porte sur le monopole d'une « juridiction »⁹ particulière. Si les agriculteurs sont encore, par de nombreux aspects, une « classe objet » [Bourdieu 1977], il s'agit de saisir les logiques de résistance des mondes agricoles. Dès lors, l'échec de cette formation JA¹⁰ illustre l'histoire d'une inadéquation entre deux mondes et du rejet de la création de nouvelles élites.

L'étude de cette spécialisation journalistique fournit un cas intéressant pour penser ces luttes et la question de l'entrée dans la carrière journalistique. Ce travail s'inscrit dans une enquête plus large sur une sociologie politique de la presse professionnelle agricole. Nous avons utilisé un corpus composé de quinze entretiens menés avec des enseignants

à l'origine de la formation, des formateurs, et des étudiants de la filière JA de l'ESJ. De plus, nous avons réalisé une base de données sur le devenir et les parcours de l'ensemble des étudiants (N=52). Le métier de journaliste se vit sans doute plus que d'autres sous une forme vocationnelle avec un investissement affectif très fort. L'orientation professionnelle est vécue comme un choix personnel.

En reprenant les travaux de Charles Suaud [1978], on peut souligner tout l'intérêt qu'il y a à interroger les conditions sociales et les logiques collectives d'un engagement individuel. L'analyse des trajectoires des étudiants JA nous a permis de mettre au jour les tiraillements qui jalonnent leur parcours. En effet, s'ils ne se destinent pas aux domaines habituels (agroalimentaire, exploitations agricoles, développement rural...) auxquels préparent les écoles d'ingénieurs agricoles, ces étudiants n'ont pas *a priori* non plus vocation à devenir journaliste. Cette formation JA joue sur deux niveaux de telle sorte qu'en pratiquant le journalisme, certains en viennent à envisager d'en faire leur métier sans pour autant développer la même *illusio* (au sens bourdieusien du terme) que les autres étudiants de l'ESJ. Néanmoins, par son caractère « exotique » la formation ramène la plupart d'entre eux vers l'*Alma*

9. Par « juridiction », on entend, ici, au sens d'Andrew Abbott [1988] l'idée d'un territoire de compétences (*jurisdiction*) que les professionnels cherchent à s'accaparer, monopoliser afin de s'en réserver l'usage.

10. Le terme de formation JA désigne dans cet article la formation journalisme agricole de l'ESJ. Il ne doit donc pas être confondu avec le syndicat Jeunes agriculteurs (JA).

mater – les mondes agricoles et ruraux – et les marchés du travail dévolus plus classiquement aux ingénieurs. Dans un premier temps, nous analyserons comment s’élabore cette tentative d’exportation du modèle du « bon journaliste » issu de la presse généraliste. Puis dans un second, nous verrons que si l’on assiste à une « crise des vocations » journalistiques, cette crise ne se traduit pas forcément par une désertion des mondes agricoles par les personnes formées.

Exporter le modèle du « bon journalisme » vers les univers spécialisés

Malgré la forte diminution du nombre d’agriculteurs depuis les années 1980, leur presse professionnelle se développe. Ces années sont celles de la constitution de grands groupes de presse comme *Réussir*, proche du syndicat majoritaire. La presse professionnelle agricole départementale s’organise et les titres spécialisés par production (souvent mensuels) se multiplient. Ce secteur se porte bien. À la fin des années 1990 l’anticipation de nombreux départs à la retraite dans les journaux départementaux est perçue par l’ESJ comme la promesse de débouchés pour la formation dispensée à de jeunes journalistes agricoles qu’elle lance en 1998.

L’ESJ tente d’accréditer l’idée que l’on peut apprendre le journalisme et « professionnaliser » de multiples univers de la presse spécialisée là où la formation sur le tas constitue généralement la règle. L’école adopte un rôle de missionnaire de diffusion de « bonnes pratiques », considérées comme supérieures, à l’égard de journalistes à qui il est souvent

reproché d’être dans le registre de la connivence avec les sources comme avec les actionnaires¹¹. Ce projet prend appui sur un discours de la « double compétence » selon la formule de Frédéric Baillot, responsable des filières à l’ESJ¹². Il s’agit de recruter des spécialistes et de leur communiquer des techniques d’écriture au motif qu’il est plus facile d’apprendre à écrire à un spécialiste que de spécialiser un journaliste sur des domaines pointus.

L’école met donc en place un partenariat entre les journalistes scientifiques et l’université de Lille-I. Puis, elle lance en 1995 une nouvelle filière dédiée à la presse hebdomadaire régionale. Enfin, débute en 1998 la section de journalisme agricole. Depuis le milieu des années 1990, la recrudescence au sein de l’espace public des problématiques de santé publique avec notamment la crise de la vache folle en 1996 [Alam 2008 ; Nollet 2010] et, plus largement, le contexte d’incertitudes qui pèse sur les politiques agroalimentaires, rendent la formation particulièrement pertinente.

Au début des années 1990, l’Isa s’était déjà rapproché de l’ESJ afin de mettre en place un module d’expression écrite animée à l’époque par le directeur des études Maurice Deleforge¹³. Des échanges réguliers ont lieu

11. Concernant la presse professionnelle agricole, on peut rappeler, ici, le cas des titres du groupe *Réussir*, très liés au syndicalisme agricole de la FNSEA [Chupin et Mayance 2013a].

12. Entretien avec Frédéric Baillot, responsable des filières de l’ESJ, le 22 décembre 2004.

13. Entretien avec Bruno Guernonprez, responsable de la formation JA de l’Isa, le 28 mars 2006.

dans le cadre de l'association des directions des grandes écoles de la région Nord (Ader Conférence Nord). La formation résulte au départ d'un partenariat conclu principalement entre deux écoles lilloises anciennement rattachées à l'Institut catholique de Lille, l'ESJ et l'Isa et leurs directeurs Patrick Pépin et Pascal Caudron. L'Isa est une école d'ingénieurs agricoles privée qui appartient avec d'autres à une fédération plus large la Fésia. La mise en œuvre de cette formation incombe pour la partie Isa à Bruno Guermonprez, son directeur des études.

L'idée d'une formation de journaliste agricole à part entière est envisagée. La Fédération nationale de la presse agricole et du monde rural (FNPAR)¹⁴ fait part de son intérêt auprès de Bruno Guermonprez. La solution d'une formation en un an après concours sur le modèle de la filière des journalistes scientifiques ne répond pas aux attentes du public concerné. En effet, l'élève ingénieur, qui s'acquitte pendant cinq ans de droits d'inscription annuels qui s'élèvent à 10 000 euros, n'envisagerait pas d'investir pour une année supplémentaire de formation alors qu'il peut entrer directement sur le marché du travail. C'est donc l'idée d'un « domaine d'approfondissement » intégré à la cinquième année de l'Isa qui est retenue. Étendue sur une année, cette formation se répartit entre six mois d'enseignements pratiques à l'ESJ et plusieurs stages dans des rédactions (presse quotidienne régionale et professionnelle agricole).

Pour l'Isa comme pour l'ESJ, l'intérêt du lancement d'une telle formation est de pouvoir diversifier leurs débouchés. Depuis sa

création en 1962, l'Isa a fait évoluer ses activités en passant progressivement du conseil technique au conseil économique et à la gestion auprès du milieu agricole et des entreprises d'agroalimentaire. Il s'agit au travers de cette formation de consolider des emplois déjà existants pour les diplômés de l'Isa notamment dans les métiers de la communication et du journalisme. Le projet est alors de former un corps de journalistes spécialisés en direction de la presse professionnelle comme généraliste.

À ses débuts, la formation apparaît comme vouée à la réussite. Elle bénéficie du soutien de la Fésia et d'un parrainage prestigieux en la personne de Philippe Vasseur, diplômé de l'école de Lille et ancien ministre de l'Agriculture¹⁵. La nouvelle formation en journalisme agricole peut aussi s'appuyer sur des directeurs de journaux de la presse professionnelle dont celui de la *France agricole*¹⁶

14. Cette association réunit les éditeurs (patrons de presse) de plus de 150 titres spécialisés. En 1999, elle devient le Syndicat national de la presse agricole et rurale (SNPAR).

15. Philippe Vasseur est passé par une carrière de journaliste où il a lancé les « pages saumon » consacrées au traitement de l'économie au sein du *Figaro*, avant de bifurquer en politique dans les fonctions successives de député puis de conseiller régional du Nord Pas-de-Calais. De 1995 à 1997, il est ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. « Ils m'ont demandé une sorte de caution morale et officielle », explique-t-il dans un entretien, le 29 mars 2006.

16. Journal créé Après-guerre par des membres de l'élite modernisatrice, cet hebdomadaire bénéficie d'une image à la fois œcuménique et exigeante dans la presse professionnelle.

mais également sur l'Association française des journalistes agricoles (Afja), ainsi que la Fédération nationale de la presse agricole et rurale (FNPAR), les deux principales institutions de cette fraction de la profession journalistique [Chupin et Mayance 2013b]¹⁷. Cette stratégie de mise en place d'une formation JA a permis de mobiliser un ensemble de ressources au sein du monde agricole auquel elle souhaite s'adresser.

Communier dans la célébration d'un journalisme généraliste

Qu'ils soient formateurs ou étudiants de la filière JA, tous occupent une position atypique. Les étudiants se distinguent de leurs camarades des autres filières de l'Isa et de l'ESJ, tout comme leurs enseignants des autres journalistes agricoles. L'ESJ prend, en effet, appui sur une équipe de pédagogues journalistes qui travaillent dans des titres du Nord-Pas-de-Calais. Tous sont acquis au projet de « professionnalisation » de la presse agricole, qui impose un modèle généraliste de formation, qui a cours dans les écoles de journalisme. Le poids de ces formateurs s'affirme progressivement face aux intervenants extérieurs au fur et à mesure que se délite la filière. Passés par l'Isa, ces deux journalistes ont suivi des parcours qui tranchent avec ce qu'il est coutume d'observer dans ce milieu professionnel. Née au tournant des années 1970, Sylvie Larrière se lance dans le journalisme à la sortie de l'école et rejoint un journal du Nord détenu par le Crédit agricole, *Agriculture horizon*, qu'elle finit par diriger.

Issue d'une famille conservatrice, elle développe un engagement à gauche. Son militantisme ne se confond pas avec le fait d'être encartée mais plus avec une adhésion à des grandes causes sociales :

Politiquement parlant, je suis sociale. [...] Mais, je ne suis pas une collectiviste, une méchante. [...] J'ai milité pour le Pacs, les homos tout en étant hétéro. Mon combat politique c'est la lutte contre les discriminations, le droit des étrangers en France¹⁸, SOS racisme, la lutte contre le FN¹⁹. Je suis intéressée par les thématiques sociales, sur la veuve et l'orphelin. La question de l'accès des femmes au travail qui est un point important dans l'agriculture.²⁰

Né au milieu des années 1950, Thierry Becqueriaux est, lui, arrivé au journalisme sur le tas. Après un passage au sein d'organisations professionnelles agricoles et de la

17. La FNPAR est une fédération qui existe depuis 1975. Elle a pris appui sur le Syndicat de la presse agricole et du monde rural, fondé en 1945. Elle regroupe les principaux syndicats impliqués dans la presse agricole. Créée en 1954, l'Afja est une association de type corporatiste comme il en existe de nombreuses en lien avec des spécialisations thématiques (Ajis pour les journalistes sociaux, Ajef pour les journalistes économiques et financiers...). Elle a pour objectif de « promouvoir la profession » de journaliste agricole.

18. Sylvie Larrière a d'ailleurs publié un ouvrage sur le sujet [Larrière et Gnanou 2003].

19. Pour une analyse de cette forme de militantisme moral, voir P. Juhem [1998] sur SOS Racisme.

20. Entretien avec Sylvie Larrière, responsable de la formation JA de l'ESJ de Lille, le 6 mars 2006.

« Fédé », il occupe le poste de rédacteur en chef de l'hebdomadaire départemental *Le Syndicat agricole* diffusé dans le Nord et le Pas-de-Calais. Défendant une certaine ouverture dans son journal, il est remercié et devient pigiste dans le Nord pour deux titres du groupe ATC. Ces trajectoires expliquent leurs dispositions de formateurs militants du « professionnalisme » de l'ESJ, empreint du « mythe » de l'indépendance journalistique. Sylvie Larrière trouve dans ce projet pédagogique une nouvelle cause à défendre qui prolonge ses dispositions et sa politisation antérieure. Quant à Thierry Becqueriaux, il investit toute sa dignité de travailleur dans ses nouvelles missions de formation qui lui permettent de se reconstruire à la suite d'une rupture biographique.

Ils incarnent le projet pédagogique des filières de l'ESJ : tous deux diplômés de l'Isa passés par le journalisme, ils détiennent ainsi la « double compétence » que cherche à transmettre l'institut de formation des journalistes dans le cadre de ces filières. De plus, ils ont une image assez réaliste et relativement désenchantée de la presse agricole dans laquelle ils évoluent. Ils ne renoncent pas pour autant à l'espoir d'une transformation du journalisme agricole par le biais de la formation et de la promotion de « bonnes pratiques » de distanciation héritées du journalisme généraliste. De ce fait, ils viennent paradoxalement consolider la vision dominante qui a cours dans les écoles de journalisme privilégiant le modèle de formation généraliste, qui conçoit la presse spécialisée comme une presse sous influence, étroitement liée aux intérêts des propriétaires des titres de presse et des informateurs.

Sur les 52 ingénieurs diplômés de la filière JA, entre 1998 et 2006, les deux tiers sont des femmes. Cette féminisation rejoint celle qui a lieu depuis la fin des années 1960 dans les écoles de l'enseignement supérieur agronomique et qui atteint un taux de 51 % en 2007, taux assez élevé si on le compare avec celui des écoles d'ingénieurs en général qui est de 24,1 % [Darsch et Lacaille 2009]. Par ailleurs, peu de ces diplômés ont des parents exploitants agricoles ²¹. Les étudiants viennent souvent de familles de professions libérales (médecins).

Pour autant, l'étude de leurs trajectoires révèle une réelle proximité avec les mondes agricoles. En effet, on retrouve assez fréquemment, dans l'entourage des élèves, des cousins ou des grands-parents agriculteurs qui leur ont donné envie de travailler dans ce secteur. Ils résident dans une grande majorité en province dans des univers ruraux et parfois périurbains, ce qui les différencie du recrutement habituel des écoles de journalisme [Lafarge et Marchetti 2011 ; Chupin *et al.* à paraître]. La plupart ont reçu une socialisation catholique en faisant leur cursus dans des collèges et lycées privés, le plus souvent non mixtes. Le discours de ces étudiants se caractérise par un enchantement, une poétisation de la nature et de l'élevage :

J'allais souvent à la campagne avec mes parents. J'avais des cousins qui étaient dans une ferme. Quand tu es petit tu vois des vaches, des petits poussins.

21. Dans la deuxième promotion, sur onze étudiants un seul est fils d'agriculteur. Il s'agit de l'étudiant n° 1, promotion JA 74 (2) – comprendre 74^e promotion de l'ESJ et 2^e de la filière JA – avec qui un entretien a été mené le 6 mars 2006.

C'est le côté agricole, la nature est jolie, pourquoi pas y aller ? (Entretien avec l'étudiante n° 2)²²

Mes grands-parents ont été agriculteurs. Mais je me suis jamais dit que j'allais devenir agricultrice, c'était plus quand je regarde la nature, je vois le côté travail du sol, façon de produire. Le côté agronomie m'attirait, sans me dire que [j'allais] traire les vaches. (Entretien avec l'étudiante n° 3)²³

Cet intérêt pour les activités agricoles ne s'assortit pas d'une envie d'exercer pour autant le métier. L'investissement pour cette profession est pensé sur le mode de la distanciation [Elias 1993]. Les élèves ont de manière précoce une appétence pour la matière littéraire avant de voir cette envie contrariée par un discours de réalisme familial. La plupart ont trouvé dans la biologie une manière – et une matière – acceptable de concilier leur intérêt pour la vie concrète avec les impératifs scientifiques dictés le plus souvent par leur famille. Ils se sont ainsi vus orienter vers les voies scientifiques. L'école de journalisme donne à ces étudiants une possibilité d'exprimer leurs aspirations littéraires plus librement et crée pour eux de véritables conditions de félicité. La formation en journalisme représente également une rupture nette avec des matières très différentes à l'instar du management, de la comptabilité, de l'alimentation animale, ou encore des produits phytosanitaires qui constituent la base de l'enseignement en école d'ingénieurs agricoles.

La quasi-totalité des jeunes journalistes interrogés fait état d'un sentiment de marginalité au sein de leur école. Ce ressenti tient à des logiques « masculinistes » : dans ces établissements, malgré une parité, la virilité

s'exprime avec force dans la socialisation estudiantine. Le passage par l'ESJ correspond chez ces étudiants à une volonté de se distancier de l'univers des ingénieurs mais aussi des débouchés professionnels classiques liés à ces écoles (agroalimentaire, exploitants agricoles, développement rural...). Enfin, dans un cas observé, les logiques de choix du journalisme sont animées par des considérations politiques. L'étudiant se décrit ainsi comme « atypique ». Après son baccalauréat, il hésite longuement entre une préparation pour les instituts d'étude politique et la formation en école d'agriculture à laquelle il a été admis. Il s'engage en faveur de Pierre Larrousurou et de la semaine de quatre jours jusqu'à se présenter sur une liste pour les européennes. Il décrit aussi sa forte implication dans une association chrétienne de débat, les Semaines sociales de France :

L'Isa n'est pas trop orientée politiquement. C'étaient des scientifiques. Il n'y avait pas beaucoup d'engagement politique. C'est un peu de l'indifférence. Le fait même de m'intéresser à la politique, aux émissions, à lire la presse ça me distinguait. Ça me marginalisait. (Entretien avec l'étudiant n° 1)²⁴

Étudiants et formateurs se rejoignent dans leur rupture vis-à-vis des mondes agricoles. L'atypisme des premiers caractérisé par leur envie d'*exit* et leur mise à distance de l'univers de l'ingénieur répond au projet pédagogique des seconds, motivés par leur volonté de subversion de la presse agricole.

22. Promotion JA 79 (7), le 24 février 2006.

23. Promotion JA 77 (5), le 27 mars 2006.

24. Promotion JA 74 (2), le 6 mars 2006.

La politique des filières dévoile le difficile ajustement entre des univers professionnels et une formation inadaptée. À vouloir défendre un modèle généraliste de vulgarisation pour des experts, on aboutit à un échec. Le dispositif se heurte à plusieurs limites aussi bien sur le plan des concurrences internes au sein de l'espace des écoles agricoles que sur le plan des débouchés dans ce secteur spécifique du journalisme. Pour la filière de journalisme agricole, si le marché d'emploi existe, il ne parvient pas à être attractif pour l'ensemble des étudiants. La formation disparaît après huit années d'existence face à une « crise des vocations » au sens d'un tarissement du recrutement des étudiants au sein de la Fésia. À la sortie, rares sont ceux qui poursuivent une carrière de journaliste agricole.

Grandeur et décadence d'une filière fonctionnant « à l'économie »

À ses débuts, le recrutement semble assuré puisque la nouvelle formation réussit à attirer un public spécifique de jeunes étudiants d'école d'agriculture soucieux de diversifier leur formation. La première promotion compte cinq personnes, la deuxième onze.

Les étudiants intéressés sont dispensés de concours pour rentrer à l'ESJ. Cette entrée dérogatoire pose problème à une partie des élèves²⁵ et à l'administration de l'école qui considèrent cette filière et ces étudiants comme dévalués. Dans les entretiens menés, la majorité des JA fait part d'un fort sentiment d'illégitimité vis-à-vis des autres étudiants qui se caractérisent, d'après eux, par un engagement de longue date dans le métier de journaliste.

La différence avec les JS c'est que, eux, ont un diplôme de l'ESJ. Ils sont recrutés sur concours. Certains ont parfois 30 ans et ont galéré pour arriver là. C'était pas évident de s'intégrer, car nous on n'a pas été sélectionné par concours. En plus on était les plus jeunes avec nos bac + 4. On était un peu gênées. [...] On ne savait pas que c'était aussi prestigieux, nous ! Moi l'ESJ avant, je ne savais même pas que ça existait. (Entretien avec l'étudiante n° 4)²⁶

Nous, on claque des doigts et on est prise à l'ESJ. J'avais des scrupules par rapport à ça. Gros manque de confiance en moi. Je trouvais que tout le monde écrivait super bien. Que je connaissais rien à l'actu. Tu te retrouves avec des gens qui sont doués. Alors que toi, tu sors d'une école d'ing en agriculture. En école d'ing, je sortais peut-être un peu du lot parce que je lisais les journaux, je m'intéressais à la politique mais là je me suis retrouvée avec des gens très forts qui avaient déjà une expérience professionnelle, des gens très critiques, qui lisaient les journaux. Fallait que je rattrape le retard. (Entretien avec l'étudiante n° 5)²⁷

Le cursus repose sur une formation à l'écrit. C'est une déclinaison du modèle généraliste de l'ESJ, avec des cours d'orthotypographie ou des mises en situation comme localier devant trouver dix sujets d'intérêt pour un journal dans un village. Les intervenants extérieurs sont mobilisés pour une

25. Une partie des anciens élèves s'oppose pendant plusieurs années à la présence des diplômés de la filière JA dans l'annuaire des anciens de l'école.

26. Promotion JA 79 (7), le 26 mars 2006.

27. Promotion JA 77 (5), le 27 mars 2006.

Graphique 1. Évolution du nombre de diplômés en filière journalisme agricole (1998-2006)

Sources : calcul réalisé par les auteurs à partir de l'annuaire en ligne des anciens de l'ESJ.

formation non spécifiquement agricole, un rédacteur en chef du *Figaro* présente les genres journalistiques, les éditoriaux et les portraits, des agenciers de l'AFP forment à la dépêche et un photographe de presse quotidienne régionale enseigne l'histoire de la photographie.

Progressivement s'opère un mouvement de déspecialisation de la formation de journalisme agricole qui finit par se confondre et même fusionner avec celle de journalisme scientifique. Les deux promotions JA et JS reçoivent une semaine sur deux les enseignements en commun. L'accent est mis sur les apprentissages des techniques d'écriture propres à la presse magazine (cours sur l'accroche et la chute, l'enquête, les brèves scientifiques) et les intervenants sont originaires de ce secteur sans exclusive (*Sciences et vie*, *Courrier international*, *L'Équipe* et *Glamour*). Ils réalisent ensemble en fin de cursus une session intensive d'élaboration et de rédaction d'un magazine dédié à une thématique scientifique (« la mort », « la France se donne-t-elle les moyens de lutter contre la pollution industrielle ? »).

Pendant que les JS suivent des cours théoriques à l'université de Lille-I, les JA bénéficient d'une formation spécifique au journalisme agricole. Ils reçoivent des enseignements de type universitaire sur les mondes agricoles (filieres, coopératives). Chaque semaine, ils doivent réaliser une revue de presse des titres professionnels agricoles. De manière plus exceptionnelle, ils ont pu se rendre à Bruxelles pour réaliser des entretiens auprès des personnalités de la Politique agricole commune (Copa-Cogeca, commissaire de la DG agri et ses

porte-parole, etc.). Sur le plan des intervenants, on assiste également à des logiques dictées par des considérations économiques. Si un titre parisien comme *La France agricole*, perçu comme journal de référence de la profession, ou les journalistes membres de l'AFJA ont participé au lancement, ils ne sont pas présents dans le corps enseignant.

La formation JA repose principalement sur les deux formateurs dont nous avons rapporté la trajectoire plus haut. Ils se décrivent comme les « régionaux de l'étape »²⁸ et occupent par leur parcours un positionnement quelque peu atypique, à distance à la fois du pôle le plus généraliste de la presse professionnelle agricole et des titres les plus proches du syndicalisme. Le journal de Sylvie Larrière, *Agriculture horizon*, sert de lieu de formation pour de nombreux étudiants. On assiste donc à une externalisation à visée pédagogique de la formation sur un journal local de presse agricole. En offrant un espace de publication à ces jeunes journalistes, Sylvie Larrière bénéficie d'une aide gratuite pour remplir les pages de son hebdomadaire²⁹. L'intérêt pour l'école tient dans le fait qu'elle rend possible la mise en place d'une formation pratique à l'économie³⁰.

28. Entretien avec Sylvie Larrière, responsable de la formation JA de l'ESJ de Lille, le 6 mars 2006.

29. Les étudiants interviewés trouvent un réel intérêt de publier au sein de ce journal leurs textes (articles ou dossiers spéciaux sur les femmes dans l'agriculture, la finale du championnat de France de labour...).

30. Pour les généralistes, en revanche, l'école n'hésite pas à faire venir de loin des formateurs jugés indispensables à la formation.

Assez vite, la formation JA fait face à une désaffection qui s'opère au sein des « écoles d'agri » pour ce type de domaine d'approfondissement. Ce déclin se traduit par une baisse visible du nombre d'étudiants qui passe d'une douzaine en 1999 à cinq en 2004, puis à deux en 2005 (*voir graphique 1*). La filière se replie sur elle-même. L'école ne réorganise pas cette formation vers d'autres aspects de l'agriculture qui auraient pu trouver preneurs en tant que spécialité pour la presse généraliste. La formation journaliste agricole ne se réoriente ni sur le rural ni sur l'environnement et fusionne finalement avec la filière journaliste scientifique avant de disparaître.

L'ESJ ne cherche pas à élargir des partenariats au niveau national en s'appuyant sur d'autres écoles publiques plus prestigieuses et notamment la plus « réputée » d'entre elles, l'Ina Paris-Grignon [Grignon 1975]. Les enjeux de concurrence interne au champ des écoles d'agriculture et d'agronomie expliquent l'impossibilité de certains des responsables de la filière au sein de l'Isa de tenter d'élargir le partenariat aux établissements publics. La formation fait également face à d'importants problèmes internes à la Fésia. Toutes les écoles ne jouent pas le jeu de la mobilité de manière identique. L'Isa cesse progressivement de jouer un rôle moteur et son directeur d'assurer la promotion de la filière dans le groupe comme il le faisait dans les premières années par des déplacements. L'école met également fin au module de cours d'écriture qui visait à intéresser et à sensibiliser les étudiants de quatrième année à l'opportunité de suivre la formation de l'ESJ.

Dès le lancement du diplôme d'approfondissement (DA), sa validation fait débat. Il faut du temps à l'Isa pour obtenir l'agrément auprès de la Commission des titres des écoles d'ingénieurs en agriculture (CTIA). Celle-ci s'oppose à cette option « journaliste » qui viendrait dénaturer le diplôme³¹. Cela tient principalement à la faible reconnaissance institutionnelle des écoles et de leurs *curricula* par l'État. Se rajoute une raison interne historique à l'espace de formation agricole qui est la concurrence à laquelle se livrent écoles publiques et privées opposant « l'agro » à « l'agri » depuis le XIX^e siècle.

Au-delà des enjeux de la sociologie des élites, ce cas met donc en exergue des luttes plus générales au sein de l'espace de l'enseignement supérieur français qui portent sur la certification des titres [Maillard 2008 ; Blanchard 2012]. Il constitue un bon observatoire des tensions qui peuvent exister entre différents groupes d'intérêts œuvrant pour la reconnaissance de leur diplôme au sein des ministères de l'Éducation nationale, de l'Agriculture ou du Travail.

La diminution du nombre d'étudiants devient également un enjeu économique pour l'ESJ. La filière est en grande partie autofinancée sur la base des droits d'inscriptions des JA. Quelque 4 500 euros partent dans le financement de la formation JA (75 % de la

31. Le sujet du mémoire du diplôme reste objet de tension. Sa conformité à des études d'ingénieur est vérifiée : sont interdits des sujets perçus comme trop « journalistiques » ou « communication » et donc illégitimes aux yeux de la CTIA.

somme pour l'ESJ et 25 % pour l'Isa). La chute des effectifs des dernières promotions a conduit l'école de journalisme à abandonner la formation non rentable³². Quant à la motivation des étudiants, elle tient plus à une absence d'enthousiasme pour les débouchés de leur propre école d'ingénieurs (agriculture, industrie agroalimentaire, conseil et métiers de l'environnement) que d'une réelle vocation pour le métier de journaliste. Rentrés à l'ESJ par défaut, s'y sentant peu légitimes, ils ne sont qu'une minorité à se convertir au journalisme.

Du journalisme aux mondes agricoles

La formation au journalisme agricole constitue une niche structurellement limitée par le caractère peu lucratif du métier et un horizon de carrière peu dégagé. La faible attractivité des débouchés dans la filière JA tient à l'écart de rémunération – de l'ordre de 20 et 25 % – des salaires d'embauche entre un journaliste débutant et un jeune ingénieur recruté en entreprise, d'après la direction des études de l'Isa. En journalisme agricole, les salaires sont particulièrement peu élevés (environ 1 500 euros pour un reporter en 2013)³³. La presse agricole repose sur des structures de petite taille. Faute d'échelons hiérarchiques à gravir comme dans le cas de plus grosses structures, les perspectives de carrière sont assez limitées [Charon 1999].

En outre, le caractère technique et syndicalisé de la presse constitue un obstacle aux investissements affectifs dans le métier des jeunes apprentis journalistes agricoles. Le suivi de la production des filières se caractérise également par une forte saisonnalité du

travail journalistique qui alterne entre pics d'intense activité et creux. Une partie importante de cette presse est largement sous perfusion financière du syndicalisme dominant³⁴, avec un contrôle politique accru au sein de la presse syndicale [Chupin et Mayance 2013a]. Cette dimension institutionnelle se manifeste par le sentiment (et la réalité dans certains cas) pour les jeunes formés d'être censurés lorsqu'ils veulent aborder certains sujets. Plusieurs d'entre eux expliquent, par exemple, qu'il est difficile, dans une grande partie de cette presse, d'aborder le thème de la surproduction agricole.

Ce type de représentation d'une presse aux ordres de la FNSEA et des formes de résistance qu'il serait souhaitable de développer

32. L'enquête en sciences sociales sur des questions financières s'avère le plus souvent complexe, surtout lorsqu'elle s'effectue dans des petites entreprises de formation très concurrentielles, caractérisées par leur fragilité financière depuis la crise du secteur à la fin des années 1990. L'entretien comme méthode se heurte au refus des interlocuteurs de livrer dans le détail les logiques d'équilibrage financier entre ces formations. Le dépôt de bilan offre la possibilité au chercheur d'accéder à des documents comptables précis. Pour une analyse de cette crise de l'économie des formations au journalisme, voir I. Chupin [2008 : 285-314].

33. Dans la presse, il existe une convention collective pour le journalisme, qui prévoit différents barèmes de salaire pour chaque forme de presse (art. 22 de la convention collective du 1^{er} novembre 1976). La presse spécialisée figure parmi les moins rémunérées avec la presse hebdomadaire régionale.

34. On notera certaines exceptions comme les titres du groupe Boisbaudry Éditions à Rennes (*Linéaires*, *Productions laitières magazine*...).

Graphique 2. Types de postes occupés en 2016 suivant les différentes promos JA

À partir du dépouillement de l’annuaire de l’ESJ et de recherches sur des réseaux professionnels de type *Viadeo* ou *Linkedin*, nous avons conçu une base de données et cherché des informations sur la carrière des étudiants de la formation JA.

Actuellement, nous avons pu renseigner le profil de 35 personnes, sur un total de 52.

au niveau journalistique est largement véhiculé par les formateurs de l'ESJ et, plus généralement, par les cadres de l'école. Cette promotion des principes vertueux d'un journalisme tendant vers le plus d'indépendance ou d'honnêteté possible pousse une partie des étudiants à renoncer à exercer et à s'investir dans ce type de presse. Ils entretiennent une vision assez peu idéalisée de leur rôle et de leur travail.

On a jamais réfléchi là-dessus, eux [ceux passés par le concours] c'est des vrais ils sont à fond, j'en connais beaucoup. [...] Eux, ils ont toujours eu leur idée de l'éthique du journalisme, nous à la rigueur je dirai bah on est plus dans le compromis, parce qu'on a jamais fantasmé sur le métier de journaliste, on l'a vu directement quand on a été en stage et on a moins d'idées préconçues et on est peut-être plus prêts à se plier à la réalité des choses qu'eux, on est moins en rébellion. (Entretien avec l'étudiante n° 6) ³⁵

De ce fait on comprend mieux la distance critique de jeunes journalistes passés par la formation :

J'ai toujours voulu quitter la presse purement agricole. Les sujets sont vite limités. C'est très inféodé au syndicalisme agricole. C'est sympa trois mois quand on a 25 ans, mais après je voulais voir un peu plus loin. C'est pour ceux qui aiment vraiment. (Entretien avec l'étudiante n° 7) ³⁶

Au regard des autres filières, on assiste à un fort taux *d'exit* de la presse agricole (voir *graphique 2*) parmi les jeunes journalistes formés. Sur les cinq étudiants de la première promotion, il est frappant de voir un important

taux de sortie vers la communication (dans des entreprises, à la FDSEA ou la CFTC). Cela relativise les frontières entre information et communication [Chupin et Mayance 2013b] que cherchent à établir les écoles reconnues pour se conformer à une définition du journalisme légitime (celle de la Commission de la carte et de la Commission paritaire nationale de l'emploi des journalistes).

Sur les 52 diplômés, nous avons pu reconstituer la carrière de 35 d'entre eux et 16 évoluent encore dans les médias en 2016. Ce taux de sortie est particulièrement élevé si on le rapporte aux autres diplômés des écoles de journalisme reconnues par la profession ³⁷. Dans la plupart des cas, ils travaillent pour le groupe ATC – un des formateurs y est pigiste – et se voient plus rarement intégrés dans un journal généraliste comme la *France agricole*. Sur les seize journalistes, deux se distinguent et utilisent la formation pour évoluer vers des médias plus généralistes. L'une s'est reconvertie dans l'information routière après un passage par *Nord éclair*, quand l'autre après une première expérience au bulletin du ministère de l'Agriculture pige pour des magazines scientifiques. Ceux et celles qui restent journalistes parmi les premières promotions détiennent aujourd'hui des postes à responsabilités, les plus jeunes étant pigistes ou rédacteurs (*cf. tableau*).

35. Promotion JA 79 (7), le 16 février 2006.

36. Promotion JA 73 (1), le 14 février 2006.

37. Sur plusieurs écoles reconnues, le CFJ, le Celsa et l'IEP de Paris, ce taux de sortie à dix ans oscille, d'après nos travaux, entre 66 et 80 % de diplômés continuant d'évoluer dans le journalisme.

Répartition des postes occupés par les journalistes JA de l'ESJ en 2016 par promotion

Promotion	1998 1999	1999 2000	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004	2004 2005	2005 2006	Total
Rédacteur/Pigiste	1		2	1	1	1	3	1	10
Rédacteur en chef	1	2	3						6
Total	2	2	5	1	1	1	3	1	16

Source : base élaborée par les auteurs (35 profils d'individus renseignés sur 52).

Ce projet de professionnalisation [Larson 1977] qu'impose par l'extérieur une école à vocation généraliste se heurte aux processus de recrutement existants dans la presse professionnelle. L'ESJ ne parvient pas à en subvertir les règles. Les directeurs de journaux continuent d'avoir recours principalement à des candidats diplômés de BTA (brevet de technicien agricole) et BTS (brevet de technicien supérieur) ou à des ingénieurs spécialisés dans des domaines agricoles pour écrire dans leurs titres. L'apport de la formation des journalistes spécialisés en agriculture en matière de « double compétence » n'est donc pas forcément toujours bien perçu par les acteurs de ce secteur.

Le décalage entre les emplois proposés dans le journalisme et les aspirations des étudiants aboutit à la réorientation d'une partie d'entre eux vers d'autres univers proches, mais plus rémunérateurs. Formés dans une école d'ingénieurs agricoles, ils se maintiennent sur des postes au sein des mondes agricoles (26 cas sur 35 renseignés). Si vocation il y a, c'est davantage celle de servir les mondes agricoles comme en témoigne cette ancienne élève de la formation JA :

Petit à petit, j'ai commencé à déchanter. Parce que t'es agriculteur, c'est bien beau mais c'est pas si évident que ça. En rencontrant des syndicalistes, en allant à des conférences, en ayant des cours de politique agricole, je me suis rendu compte qu'il y avait autre chose que de produire du lait. Je me suis rendu compte qu'on pouvait servir l'agri en dehors d'être dans le champ. Ma place elle sera peut-être ailleurs que dans une salle de traite. Mon objectif c'est d'être utile au monde agricole. Je sens que ma vocation, c'est de faire quelque chose pour le monde agricole. (Entretien avec l'étudiante n° 5)³⁸

S'ils se dirigent vers le domaine de la communication, il s'agit avant tout de faire la promotion de l'intérêt public dans des institutions comme le ministère de l'Agriculture, l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), ou des organisations représentant certaines productions ou démarches agricoles comme Tereos (groupe coopératif de la betterave), l'Itab (Institut technique de l'agriculture biologique), l'association Inpect ou Biocoop (supermarchés biologiques).

38. Promotion JA 77 (5), le 27 mars 2006.

Dans la presse agricole, ainsi que dans de multiples secteurs de la presse spécialisée, l'idée que la formation sur le tas est la seule formation légitime est largement répandue. De plus, les titres les plus généralistes comme *France agricole* ou l'agence Agra, qui auraient pu être intéressés par les profils des étudiants issus de la filière ESJ, embauchent peu³⁹. En outre, les traditions de recrutement dans cette presse reposent sur des critères d'affinité sociologique bien distincts de la logique de prime au titre scolaire. En effet, comme l'explique une ancienne étudiante de la filière passée par le journal :

Ils aiment bien dans la presse agricole qu'on soit fils ou fille d'agriculteurs. Si vous n'avez pas de la paille dans les cheveux, c'est difficile d'être embauché à *France agricole*. (Entretien avec l'étudiante n° 7)⁴⁰

Les élites agricoles sont parvenues à conserver les conditions de l'accès au marché du travail journalistique de la presse professionnelle. Ce sont elles qui en définissent le droit d'entrée comme elles le font aussi dans le cas de l'installation sur les exploitations agricoles. Il y existe aussi une prime à la reproduction sociale. Ce sont principalement des enfants d'agriculteurs qui deviennent à leur tour agriculteurs [Rémy 1987]. En effet,

comme le rappelle bien Elizabeth P. Berman dans son analyse de l'institutionnalisation de la profession médicale anglaise entre 1794 et 1858 : « la professionnalisation est autant le projet de constituer une profession que celui de contrôler un marché du travail »⁴¹ [2006 : 188].

Formés pour devenir des journalistes généralistes spécialisés, les étudiants JA peinent à devenir des journalistes professionnels, dont la figure de ce que l'on pourrait nommer des « journalistes conseillers » joue comme un repoussoir. Les diplômés JA sont avant tout des personnels d'encadrement de ces mondes agricoles. Ce cas démontre, une fois de plus, l'autonomie de ces univers sociaux qui se sont construits au travers d'une cogestion directe avec les pouvoirs publics et les industriels du secteur.

39. Nous parlons de ces titres comme des « plus généralistes » autrement dit non spécialisés sur une production particulière et qui suivent une multitude de productions ou de politiques agricoles et agroalimentaires au sens large. De nombreux acteurs interrogés corroborent ce point lorsqu'ils décrivent *France agricole* comme « *Le Monde* du milieu agricole ».

40. Promotion JA 73 (1), le 14 février 2006.

41. « Professionalization is the project of constituting a profession as well as that of controlling a labour market », traduit par les auteurs.

Bibliographie

- Abbott, Andrew D.** — 1988, *The System of Professions : an Essay on the Division of Expert Labor*. Chicago, The University of Chicago Press.
- Alam, Thomas** — 2008, *Quand la vache folle sort de son champ. Desectorisation(s) et sectorisation(s) transnationales de la gestion politico-administrative des « risques alimentaires » en France et en Grande-Bretagne*. Thèse de doctorat en science politique. Lille, Université Lille-II.
- Berman, Elizabeth Popp** — 2006, « Before the Professional Project : Success and Failure at Creating an Organizational Representative for English Doctors », *Theory and Society* 35 (2) : 157-191.
- Blanchard, Marianne** — 2012, *Socio-histoire d'une entreprise éducative : le développement des écoles supérieures de commerce en France (fin du XIX^e siècle-2010)*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris, EHESS.
- Boltanski, Luc et Pascale Maldidier** — 1977, *La vulgarisation scientifique et son public : enquête sur Science et vie, 2 tomes*. Paris, Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, rapport Cordes.
- Bourdieu, Pierre** — 1977, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales* 17 (1) : 2-5.
- Boussard, Valérie, Didier Demazière et Philip Milburn (dir.)** — 2010, *L'injonction au professionnalisme. Analyses d'une dynamique plurielle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Cerf, Marianne et Daniel Lenoir** — 1987, *Le développement agricole en France*. Paris, Presses universitaires de France (« Que sais-je ? »).
- Charmasson, Thérèse, Anne-Marie Lelorrain et Yannick Ripa** — 1992, *L'enseignement agricole et vétérinaire : de la Révolution à la Libération. Textes officiels avec introduction, notes et annexes*. Paris, Institut national de recherche pédagogique/Publications de la Sorbonne.
- Charon, Jean-Marie** — 1999, *La presse magazine*. Paris, La Découverte (« Repères »).
- Chupin, Ivan** — 2008, *Les écoles du journalisme : les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2008)*. Thèse de doctorat en science politique. Paris, université Paris-Dauphine.
- Chupin, Ivan et Pierre Mayance** — 2013a, « Faire corps avec les agriculteurs. La presse professionnelle agricole : un enjeu syndical pour la FNSEA », *Politix* 103 (3) : 77-97. — 2013b, « Au service de "La Profession". Journalistes et communicants pris dans le secteur agricole », *Politiques de communication* 1 (1) : 241-268.
- Chupin, Ivan, Aude Soubiron et Cyprien Tasset** — (à paraître), « Du social à l'ethnique : les dispositifs d'ouverture à la "diversité" dans les écoles de journalisme en France », *Terrains & Travaux*.
- Compagnone, Claude, Caroline Auricoste et Bruno Lémery (dir.)** — 2009, *Conseil et développement en agriculture : quelles nouvelles pratiques ?* Versailles et Dijon, Quae/Éducagri.
- Darsch Chantal et Marc Lacaille** — 2009, « Quelques points de repère concernant la formation des ingénieurs en France », *Pour* 200 (1) : 15-21.
- Demazière, Didier et Charles Gadéa (dir.)** — 2009, *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*. Paris, La Découverte.
- Elias, Norbert** — 1993, *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance*. Paris, Fayard.
- Grignon, Claude** — 1975, « L'enseignement agricole et la domination symbolique de la paysannerie », *Actes de la recherche en sciences sociales* 1 (1) : 75-97.
- Hervieu, Bertrand et François Purseigle** — 2013, *Sociologie des mondes agricoles*. Paris, Armand Colin.
- Hervieu, Bertrand et Jean Viard** — 2001, *L'archipel paysan*. Paris, Édition de l'Aube.
- Jas, Nathalie** — 2001, *Au carrefour de la chimie et de l'agriculture. Les sciences agronomiques en France et en Allemagne, 1840-1914*. Paris, Éditions des archives contemporaines.
- Juhem, Philippe** — 1998, *SOS Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981. Thèse de doctorat en science politique. Paris, Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense.
- Lafarge, Géraud et Dominique Marchetti** — 2011, « Les portes fermées du journalisme. L'espace social

des étudiants des formations "reconnues" », *Actes de la recherche en sciences sociales* 189 (4) : 72-99.

Larrière, Sylvie et Pinidié Gnanou — 2003, *Étrangers en France : vos droits*. Héricy, Éditions du Puits Fleuri.

Larson, Magali Sarfatti — 1977, *The Rise of Professionalism : a Sociological Analysis*. Berkeley, University of California Press.

Lelorrain, Anne-Marie et Marigold Bobbio — 2005, *L'enseignement agricole et vétérinaire : de la Libération à nos jours. Textes officiels avec introduction, notes et annexes*. Lyon et Dijon, Institut national de recherche pédagogique/Éducagri.

Lemieux, Cyril — 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*. Paris, Métailié.

Maillard, Fabienne (dir.) — 2008, *Des diplômes aux certifications professionnelles : nouvelles normes et nouveaux enjeux*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Maillard, Fabienne — 2015, *La fabrique des diplômés*. Lormont, Le Bord de l'eau.

Marchetti, Dominique — 2002, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux* 111 (1) : 22-55.

Nollet, Jérémie — 2010, *Des décisions publiques « médiatiques » ? Sociologie de l'emprise du journalisme sur les politiques de sécurité sanitaire des aliments*. Thèse de doctorat en science politique. Lille, Université de Lille-II.

Pour. *L'enseignement supérieur agronomique : héritages, actualités et perspectives* — 2009, 200 (1).

Rémy, Jacques — 1987, « La crise de la professionnalisation en agriculture : les enjeux de la lutte pour le contrôle du titre d'agriculteur », *Sociologie du travail* 29 (4) : 415-441.

Rémy, Jacques, Hélène Brives et Bruno Lemery (dir.) — 2006, *Conseiller en agriculture*. Paris et Dijon, Inra/Éducagri.

Suaud, Charles — 1978, *La vocation : conversion et reconversion des prêtres ruraux*. Paris, Minuit (« Le sens commun »).

Résumé

Ivan Chupin et Pierre Mayance, *Une formation hors de son champ. L'échec de la filière journalisme agricole à l'ESJ*

En 1998, une grande école d'ingénieurs agricoles, l'Isa, et une école de journalisme reconnue par la profession, l'ESJ, s'allient à Lille pour initier une nouvelle formation au journalisme agricole. Cette tentative s'apparente à une volonté d'imposer une nouvelle élite journalistique dans le monde de la presse agricole. La contribution revient sur les raisons de l'échec de ce diplôme, abandonné huit ans après sa création. Une première raison tient dans la faiblesse des soutiens financiers qui aboutit à la mise en place d'une filière « à l'économie ». Une seconde résulte du fort décalage entre les attentes des formateurs, celles des élèves et celles des élites agricoles. Si la formation est pensée par l'institution sous une forme vocationnelle et un modèle du « bon journaliste » issu de la presse généraliste, les étudiants

Abstract

Ivan Chupin and Pierre Mayance, *A course outside its field. The failure of the Agricultural Journalism programme at ESJ*

In 1998, Isa, a *grande école* for agricultural engineering, and ESJ, a well-established school of journalism, united in Lille, France, to offer a new course in agricultural journalism. The initiative looked like an attempt to impose a new journalistic elite on the agricultural press sector. This article examines the causes behind the failure of the programme, discontinued eight years after its creation. The first reason was tied to limited financial support, which resulted in the implementation of a "bare bones" programme. The second reason hinged on the disparity in expectations between the faculty, students and agricultural elites. While the programme was designed by the institution as a vocational course based on "good journalism" techniques from the general press, students were not very receptive. This tension fuelled a "crisis

s'y montrent peu réceptifs. Cette tension alimente une « crise des vocations », crise qui ne se traduit pas forcément par une désertion des mondes agricoles par les personnes formées. Ce cas illustre la manière dont les mondes agricoles parviennent à défendre leurs frontières face aux injonctions émanant d'autres univers sociaux.

Mots clés

ESJ, *curricula*, élites agricoles, formation, grandes écoles, ingénieur agronome, journalisme agricole, politique de l'enseignement supérieur, presse professionnelle, professionnalisation

of calling" which did not necessarily result in a desertion of the agricultural sector by those trained at the school. This case illustrates how the agricultural world is capable of defending its territory against demands from other social spheres.

Keywords

ESJ, *curricula*, agricultural elite, training, *grandes écoles*, agricultural engineering, agricultural journalism, higher education policy, professional press, professionalization